

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le printemps 2003 plus fort que Nov.-Déc. 95...

Tous ensemble à Paris le dimanche 25 mai !

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : jeudi 15 mai 2003

Démocratie & Socialisme

1er février, 3 avril, 1er mai, 6 mai, 13 mai, 19 mai, 25 mai, les étapes du mouvement d'ensemble, pour les retraites, l'éducation, les services publics

Les manifestations du mardi 13 mai ont, dans la partie nord de la France, rassemblé plus de manifestants que lors du moment culminant de Décembre 95 et, dans la partie sud deux fois plus :

Paris : 250 000 ; Marseille : 200 000 ; Toulouse : 150 000 ; Bordeaux : 80 000 ; Lille : 70 000 ;
Montpellier : 50 000 ; Grenoble : 50 000 ; Nîmes : 40 000 ; Clermont-Ferrand : 40 000 ;
Lyon : 40 000 ; Le Mans : 40 000 ; Rouen : 40 000 ; Toulon : 35 000 ; Tours : 35 000 ;
Nice : 30 000 ; St Nazaire : 30 000 ; Rennes : 30 000 ; Caen : 30 000 ; Le
Havre : 30 000 ; Orléans : 27 000 ; Quimper : 25 000 ; Valence : 22 000 ; Perpignan : 20
000 ; Pau : 20 000 ; Mont de Marsan : 20 000 ; Avignon : 20 000 ; St Etienne : 20 000 ; Roanne
: 20 000 ; Limoges : 20 000 ; Nantes : 20 000 ; Lorient : 20 000 ; Brest 20 000 ; Amiens :
20 000 ; Tarbes : 15 000 ; Le Puy en Velay : 15 000 ; Chartres : 15 000 ; Strasbourg : 15 000 ;
Bayonne : 12 000 ; Périgueux : 12 000 ; Châteauroux : 12 000 ; Besançon : 12 000 ;
Vannes : 12 000 ; Ajaccio : 10 000 ; Bastia : 10 000 ; Bergerac : 10 000 ; Bourges : 10
000 ; Cherbourg : 10 000... Deux millions au total.

Les mobilisations mettaient en avant le droit à la retraite à 60 ans à taux plein, à 75 % du salaire, elles réclamaient le retrait du projet Raffarin-Fillon de baisse des retraites, l'abrogation des mesures Balladur, notamment le retour du privé à 37,5 annuités, à égalité avec le public, et le retour au calcul sur les 10 meilleures années. Elles demandaient aussi le retrait du projet Ferry de démantèlement de l'Education nationale, l'abandon des projets d'ouverture des services publics à la concurrence, la hausse des salaires et la création de postes.

La force de ces manifestations pousse à la reconduction de la grève dans les services publics. Ceux-ci sont menacés dans leur capacité à assurer l'égalité des droits et dans leur existence même. Les retraites des salariés du secteur public sont directement attaquées par le projet Raffarin-Fillon ou sont dans le collimateur pour l'étape suivante, ainsi que les retraites du privé. Les temps forts prévus à l'échelle nationale et ceux qui sont organisés à l'échelle locale vont permettre de souder le secteur privé au mouvement d'ensemble. C'est la construction de la grève générale qui est en marche.